

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE LINGUISTIQUE, INC.

Tenue le dimanche 26 mai 2002, 17h15, Brennan Hall 200, Université de Toronto.

MEMBRES PRÉSENTS:

Henrietta Cedergren (UQAM; Co-présidente de séance), John Archibald (Calgary; Co-président de séance), Martha McGinnis (Calgary; Responsable du procès-verbal), Patricia Balcom (Moncton), Anne-Marie Brousseau (Toronto), Elizabeth Cowper (Toronto), Sarah Cummins (Laval), Ewa Czaykowska-Higgins (UVic), Rose-Marie Déchaine (UBC), Carrie Dyck (Memorial), Daniel Currie Hall (Toronto), David Heap (Western), Gerard van Herk (Ottawa), Paul Hopkins, John T. Jensen (Ottawa), Margaret Stong Jensen (Ottawa), Alana Johns (Toronto), Marie-Odile Junker (Carleton), Ruth King (York), Myles Leitch (Toronto/SIL), Marguerite MacKenzie (Memorial), France Martineau (Ottawa), Diane Massam (Toronto), François Poiré (Western), Paul Pupier (UQAM), Keren Rice (Toronto), Anne Rochette (UQAM), Patricia Shaw (UBC), Danijela Stojanović (Ottawa), Marie-Thérèse Vinet (Sherbrooke), James Walker (York).

NON-MEMBRES PRÉSENTS:

Neil Wick (Toronto), Denise Pelletier (FCSHS), Jacqueline Wright (FCSHS).

1.0 Présentations

Les membres du Conseil d'administration de l'Association canadienne de linguistique (ACL) et la responsable du procès-verbal ont été présentés.

2.0 Adoption de l'ordre du jour

Il a été PROPOSÉ par Cowper et SECONDÉ par Rice que l'ordre du jour soit adopté.

3.0 Adoption du procès-verbal

Comme les photocopies n'étaient pas disponibles, le procès-verbal de l'assemblée de l'an dernier sera disponible sur le site Internet pour être approuvé.

4.0 Rapport de la Présidente (Cedergren)

Remerciements: Merci aux représentants locaux Anne-Marie Brousseau et Emmanuel Nikiema — ainsi qu'à Peter Reich, le directeur du département de linguistique de l'université de Toronto, pour avoir organisé le dîner départemental. Merci aux membres de comités sortants Keren Rice (Présidente sortante), Diane Massam (Présidente du Comité de programme), Sarah Cummins (Membre associée), Daniel Valois (membre du Comité des candidatures) et Darlene Lacharité et Betsy Ritter (membres du Comité de programme). Merci aussi à celles et ceux qui ont contribué à l'organisation de l'assemblée de 2002, Pat Balcom (sessions mixtes avec l'Association canadienne de linguistique appliquée), Carrie Dyck et Ewa Czaykowska-Higgins (débat sur l'éthique de l'archivage des langues et le travail de terrain) et John Archibald (table ronde sur le passé, le présent et l'avenir de la *Revue canadienne de linguistique*), ainsi qu'à Yvan Rose (bulletin électronique) et à Daniel Currie Hall (site Internet).

Les Presses de l'université de Toronto (PUT): Le Conseil prévoit mettre sur pied une liste de préoccupations concernant les PUT en vue d'en discuter avec les responsables cette année.

Frais: Les frais d'abonnement et de cotisation demeureront les mêmes pour 2002-2003.

Amendements aux Statuts et règlements: Les membres ont voté sur deux amendements par bulletins de vote postaux (ci-joints). Des 229 membres contactés, 35 ont voté. Les deux motions l'ont EMPORTÉ (34 en faveur, 1 contre).

Assemblées à venir: Le congrès de 2003 se tiendra à l'université Dalhousie. Le directeur du Département de français à Dalhousie, Raymond Mopoho, a gentiment accepté de jouer le rôle de représentant local pour l'ACL. L'assemblée de 2004 se tiendra à l'université du Manitoba.

5.0 Rapport de la Secrétaire-Trésorière (MacKenzie)

Une copie du rapport est jointe. L'ACL continue de récolter ce qu'elle dépense. Il restera un coussin d'environ 10 000 \$ une fois les dettes et les dépenses à venir acquittées. Il a été PROPOSÉ par Heap et SECONDÉ par Shaw que le rapport de la Secrétaire-Trésorière soit approuvé.

6.0 Rapport de la Rédactrice de la Revue canadienne de linguistique (Rochette)

Une copie du rapport est jointe. Il a été PROPOSÉ par Rice et SECONDÉ par Junker que le rapport de la Rédactrice de la RCL soit approuvé. On a donné un cadeau à Rochette pour la remercier de ses deux mandats en tant que Rédactrice de la RCL.

7.0 Rapport de la Présidente du Comité des candidatures (Rice)

Cette année, le Comité des candidatures a sollicité le nom de candidats auprès du Conseil d'administration et des membres de l'ACL. Tous les noms soumis ont soit été nommés, soit été remis à Cedergren, en tant que nouvelle présidente du Comité des candidatures. Le mandat de Rochette ne se termine qu'en 2003, mais une nouvelle rédactrice de la RCL a été nommée. Son mandat pourrait commencer en 2003 ou avant. Le comité a remis la liste de candidatures suivante:

- Rédactrice de la RCL (mandat de 5 ans): Rose-Marie Déchaine, UBC (pour remplacer Anne Rochette)
- Membre associé (mandat de 2 ans): Peter Avery, Université York (pour remplacer Sarah Cummins)
- Membre, Comité de programme (deux mandats de 4 ans chacun): Marie-Hélène Côté, Université d'Ottawa; David Heap, Université Western (pour remplacer Darlene Lacharité et Betsy Ritter)
- Membre, Comité des candidatures (mandat de 2 ans): Manuel Español Echevarria, Université Laval (pour remplacer Daniel Valois)
- Présidente, Comité de programme (mandat de 3 ans): Christine Tellier, Université de Montréal (pour remplacer Diane Massam)

- Vice-Président, Président-Élu (mandat de 2 ans): Glyne Piggott, Université McGill (pour remplacer John Archibald)

Il a été PROPOSÉ par Rochette et SECONDE par Shaw que la proposition de Déchaine comme candidate soit approuvée. Cowper a soulevé un point d'ordre et a proposé qu'on mette fin aux discussions au sujet des candidatures. Il a été PROPOSÉ par Brousseau et SECONDE par Massam d'en faire ainsi. APPUYÉ unanimement.

8.0 Rapport de la présidente du Comité de programme (Massam)

Une copie du rapport est jointe. On a donné un cadeau à Massam pour la remercier de son travail en tant que Présidente du Comité de programme.

9.0 Rapport de la présidente du Comité sur les langues autochtones (Dyck)

Une copie du rapport est jointe. Merci aux membres sortants, Carrie Dyck (présidente), David Beck, Ewa Czaykowska-Higgins et André Bourcier pour leur travail. Les nouveaux membres sont Darin Howe (Calgary), Susan Blake (UBC), Martina Wiltschko (UBC), en plus d'un membre étudiant Cory Sheedy (Calgary).

Le comité affichera la *Déclaration de l'ACL sur les droits des autochtones en matière de langue* sur le site Internet pour être approuvé quand il sera prêt. Dyck a remercié Czaykowska-Higgins, Junker, et Johns pour leur participation au débat sur l'éthique de l'archivage des langues et le travail de terrain.

10.0 Rapport de la représentante de l'ACL à l'ACLA (Balcom)

Une copie du rapport est jointe. Un grand merci à Balcom pour son travail au sein de ce comité.

11.0 Actes du Congrès annuel de l'Association canadienne de linguistique

Les copies récentes des Actes de l'ACL sont disponibles à deux pour le prix d'une. Merci à Van Herk pour son travail en tant que Rédacteur des Actes. L'université d'Alberta considère la possibilité de prendre en charge les Actes. Archibald a invité toute autre personne intéressée à le contacter. Walker a offert d'examiner la possibilité d'une production électronique, mais les nouveaux rédacteurs devront être impliqués dans cette décision.

12.0 La Fédération canadienne des sciences humaines et sociales (Denise Pelletier, Vice-Présidente des communication externes, FCSHS)

[Présenté avant le point 9.0 en raison de l'arrivée des représentantes de la FCSHS.] La FCSHS change son nom pour la *Fédération canadienne des sciences humaines* (FCSH), en anglais, *Canadian Federation for the Humanities and Social Sciences* (CFHSS). La FCSHS travaille à l'établissement du fonds et incite les membres à contribuer. Dans le calcul de la somme qui sera à égaliser, le nombre de donateurs est plus important que la taille des dons. On demande aux membres de faire parvenir la carte postale qui se trouve dans la trousse d'inscription.

L'assemblée de l'ACL de 2003 se tiendra à l'université Dalhousie du 28 au 31 mai. Les assemblées futures se tiendront à l'université du Manitoba (2004), l'université de Western Ontario (2005), l'université York (2006) et l'université de Saskatchewan (2007).

Merci à Junker pour son travail en tant que représentante de l'ACL à la FCSHS.

13.0 Campagne du Conseil de recherches en sciences humaines (Rice)

Une copie du rapport est jointe. Rice a signalé que le CRSH avait accordé peu de subventions cette année, puisque certaines d'entre elles furent substantielles. Elle a suggéré de faire une demande dans le cadre des *Initiatives de la nouvelle économie* pour les subventions plus importantes, puisque celles-ci proviennent d'un budget séparé. Cowper a demandé pourquoi le CRSH dit qu'il subventionne environ 40 à 42% des demandes, puisque seulement 29% des demandes en linguistique ont été approuvées. Rice a précisé que les chiffres de 40% sont liés au nombre de dollars dans le budget, et non au nombre de demandes. S'il y a moins de 40% des demandes qui sont approuvées, ceci signifie que les budgets approuvés furent plus importants que la moyenne. Les critères pour déterminer le budget pour la linguistique ne sont pas clairs. Rice a suggéré d'écrire à Marc Renaud (Président) ou à Ned Ellis (un Vice-Président), plutôt qu'à Mathieu Ravignat (Officier de programme responsable du comité de linguistique).

Heap a demandé pourquoi le CRSH ne coupait pas les budgets des demandes de subvention pour permettre à un plus grand nombre de demandes d'accéder au financement. Rice a répondu que le financement d'étudiants est rarement coupée et constitue la majeure partie d'un grand nombre de budgets. Massam s'est interrogée sur la réduction du plafond des budgets, actuellement de 250 000 \$ pour les Subventions ordinaires de recherche. Rice a dit qu'il y avait des pourparlers au sujet d'une nouvelle catégorie de subvention, avec un plafond de 20 000 \$. Aussi, le CRSH cherche un moyen de s'assurer qu'un même projet ne reçoive pas des fonds de sources multiples, sans écarter la possibilité de voir chaque source financer une composante différente d'un projet. Rice a mentionné qu'il n'y a pas de quota séparé pour les demandes dans la catégorie jeunes chercheurs. Par contre, les évaluateurs considèrent les chercheurs seniors et les juniors séparément et les fusionnent par la suite.

Heap a demandé si la communauté linguistique préférerait qu'on finance quelques projets de taille ou plusieurs petits projets. Cedergren a fait remarqué que la catégorie Linguistique au CRSH englobait aussi les troubles de la communication et d'autres champs où le travail expérimental est coûteux. Déchaine a précisé que les demandes technologiques pourraient aussi être soumises au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG). Cowper a ajouté que le CRSNG a un taux d'acceptation plus élevé (60% à 70%). Rice a encouragé les membres préoccupés par cette question à écrire au CRSH. Massam a demandé si le Conseil ne devrait pas en faire de même. Il a été PROPOSÉ par Heap et SECONDÉ par Cowper que le Conseil écrive au CRSH au nom de l'ACL.

14.0 Divers

Amendements aux Statuts et règlements: Le conseil choisira une procédure de sélection pour le nouveau ou la nouvelle représentant(e) des étudiants. Il enverra aussi un bulletin de vote postal selon la proposition faite de diviser le poste de Secrétaire-Trésorier en deux, un(e) Trésorier(ère) et un(e) Secrétaire.

Promotion de la linguistique: Le Conseil sollicite des idées pour promouvoir la linguistique auprès du grand public.

Le cheminement vers la carrière académique en linguistique: Sandra Clarke apprécierait l'aide de volontaires pour finaliser l'analyse des données qu'elle a amassées (voir le rapport ci-joint). Veuillez SVP la contacter directement.

Énoncé de politique des trois Conseils sur la recherche avec des êtres humains: Rice va assister à la réunion prévue pour le 29 mai et va envoyer un rapport au Conseil par courriel.

On a donné un cadeau à Cedergren pour la remercier de son travail en tant que Présidente de l'ACL.

Il a été PROPOSÉ par Walker et SECONDÉ par Massam que la séance soit levée.

La séance s'est levée à 19h.

Montréal, le 26 mars 2002

Chères collègues, chers collègues,

Vous trouverez ci-joints une circulaire et un bulletin de vote pour deux propositions d'amendement aux Statuts de l'Association canadienne de linguistique. Ces propositions d'amendement ont fait l'objet des discussions des membres du Conseil d'administration depuis un certain temps. Elles sont de deux natures:

La première proposition vise à corriger un oubli qui s'est glissé lors de la rédaction et de l'adoption de la nouvelle version des Statuts et règlements de l'Association. Il s'agit de définir officiellement la durée du mandat du/de la Président(e) du Comité de programme.

La deuxième proposition a été motivée par une volonté des membres du Conseil d'administration d'intégrer les membres étudiants dans les instances décisionnelles de l'Association. Il est apparu qu'en tant qu'instance de l'Association, le Conseil d'administration doit prendre des décisions qui concernent tous les membres, y compris les membres étudiants. Or les membres étudiants sont absents du Conseil. Afin d'assurer que les intérêts des membres étudiants y soient représentés, il a été proposé qu'un membre étudiant siège au Conseil d'administration.

Nous vous encourageons à participer à cette procédure importante. Si vous avez des questions, veuillez contacter Marguerite McKenzie, Secrétaire-Trésorière de l'Association canadienne de linguistique à mmackenz@morgan.ucs.mun.ca. Pour d'autres informations au sujet de l'Association canadienne de linguistique, vous devez consulter le site de l'Association au <http://www.chass.utoronto.ca/~cla-acl/>.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

Henrietta J. Cedergren
Présidente
Association canadienne de linguistique Inc.

CIRCULAIRE DE VOTE

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS SUR LES DROITS DE VOTE

QUI PEUT VOTER

Chaque membre en règle de l'Association a droit de vote. En tant que membre en règle, vous avez reçu cette circulaire.

PROCÉDURE DE VOTE

Le vote est présidé par la Secrétaire-Trésorière (ou le Secrétaire-Trésorier).

DURÉE DU SCRUTIN

La durée du scrutin est d'un mois après la date d'envoi.

RÉSULTATS DU VOTE

Pour être accepté, un amendement doit recevoir l'appui d'au moins les deux tiers des suffrages exprimés. Un amendement qui a été accepté entre en vigueur immédiatement.

PARTIE 2 – PROPOSITIONS

PREMIÈRE AMENDEMENT AUX STATUTS

L'article 8 des Statuts fixe la DURÉE DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. Le paragraphe (a) concerne la durée du mandat du/de la Président(e) et du/de la Vice-Président(e), le paragraphe (b) concerne la durée du mandat de la Secrétaire-Trésorière (ou le Secrétaire-Trésorier) et la Rédactrice (ou le Rédacteur) de la revue de l'Association, et le paragraphe (c) concerne la durée du mandat des membres associés. Le Conseil d'administration a examiné l'article 8, il a constaté que le dit article néglige de définir la durée du mandat du/de la Président(e) du Comité de programme, et il a recommandé que l'article soit modifié afin de faire mention explicite de la durée de mandat du/de la Président/e du Comité de programme.

“IL EST PROPOSÉ QUE l'article 8 des Statuts soit modifié comme suit:

- (d) Le/la Président(e) du Comité du programme est élu(e) pour un mandat de trois ans, et est rééligible pour un deuxième mandat consécutif.”

DEUXIÈME AMENDEMENT AUX STATUTS

Le Conseil d'administration est chargé de gérer les affaires de l'Association, et un nombre important des décisions du Conseil concerne des sujets d'intérêt aux membres étudiants. Le Conseil d'administration recommande qu'un membre étudiant soit nommé au Conseil.

“IL EST PROPOSÉ QUE l’article 7 des Statuts qui définit la Composition du Conseil d’administration soit amendé comme suit:

Le Conseil d’administration se compose du/de la Président(e), du/de la Vice-Président(e), du/de la Président(e) sortant(e), de la Secrétaire-Trésorière (ou du Secrétaire-Trésorier), de la Rédactrice (ou du Rédacteur) de la revue, du/de la Président(e) du Comité de programme, de deux membres associés, *et d’un membre étudiant.*”

et

“IL EST PROPOSÉ QUE l’article 8 des Statuts qui définit la DURÉE DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION soit amendé comme suit:

- (e) Le membre étudiant est désigné par le Conseil d’administration pour un mandat de deux ans, non renouvelable.”

BULLETIN DE VOTE

PROPOSITION 1 — concernant la durée de mandat du/de la Président(e) du Comité de programme.

POUR _____

CONTRE _____

PROPOSITION 2 — concernant la désignation d’un membre étudiant au Conseil d’administration.

POUR _____

CONTRE _____

Les votes doivent être envoyés au plus tard le 26 avril 2002, par courrier électronique ou par la poste, à:

Marguerite McKenzie
Secrétaire-Trésorière
Association canadienne de linguistique
Department of Linguistics
Memorial University, St. John’s, New Foundland
A1B 3X9
courriel: mmackenz@morgan.ucs.mun.ca

Rapport de la Trésorière de l' ACL 1er Avril 2001 – 31 Mars 2002

Mois	Description	Montant	Montant
	Solde final au 31 mars 2001	40 259,65	40,259,65
Revenu			
Mai 2001	U of T Press janvier - mars 2001	4 956,24	
Mai 2001	Subvention du CRSH 2001	4 860,00	
Aout 2001	U of T Press avril – juin 2001	7 860,00	
Octobre 2001	FCHSF revenu du Congrès 2001 (980\$ - 135.16\$)	844,84	
Novembre 2001	U of T Press juillet – septembre	2 640,00	
Mars 2002	U of T Press octobre - décembre	10 098,89	
	Total des rentrées de fonds	31 259,97	31 259,97
Dépenses			
Juin 2001	Traduction des lettres	173,25	
Juin 2001	Frais de voyage – Comité exécutif	1 584,37	
Juin 2001	Pause-café Congrès 2001	798,34	
Juin 2001	Traduction	45,00	
Août 2001	Frais de voyage – membres et comité exécutif	5 170,67	
Septembre 2001	Receveur général – Industrie Canada , 2 ans @ 30 \$.	60,00	
Novembre 2001	Cotisation Comité international permanent de linguistes 300 \$ US	477,06	
Novembre 2001	Frais bancaire	42,00	
Mars 2002	Frais de voyage – Comité de nomination	881,02	
Mars 2002	Cotisation FCHSF	2 032,00	
Mars 2002	Avance de frais de voyage - réunion à Toronto	565,00	
	Total des dépenses	11 828,71	-11 828,71
	Solde final au 31 mars 2002		59 690,91

	Année financière 2002-03		
	Solde initial au 1 avril 2002		59 690,91
Revenue Mai 2002	U of T Press janvier - mars 2001	11 653,26	
Revenue Mai 2002	CRSH Subvention de voyage 2002	4 860,00	
Dépense Mai 2002	Transfert à UQAM pour RCL	-20 000,00	
Dépense Mai 2002	Traduction du procès-verbal	-458,60	
	Total partiel	-3 945,34	-3 945,34
	Solde courant au 24 mai 2002		55 745,57

CJL Subscriptions by Region

CANADIAN JOURNAL OF LINGUISTICS

04-Jun-02

	Regular	Student	Life	Comp	Institutions	Ind Mem only	Total
AB	7	4	1	0	1	0	13
BC	13	12	0	0	4	1	30
MB	6	1	0	0	3	0	10
NB	5	0	0	0	4	0	9
NF	3	0	2	0	1	0	6
NS	1	1	0	0	3	0	5
ON	46	38	3	5	20	0	112
PE	1	0	0	0	1	0	2
PQ	20	10	7	0	12	0	49
SK	4	0	0	0	2	0	6
YT	0	1	0	0	0	0	1
SUBTOTAL	106	67	13	5	51	1	243
USA	13	12	0	1	184	0	210
OTHER	17	4	1	1	89	0	112
TOTAL	136	83	14	7	324	1	565

Revue canadienne de linguistique

Rapport à l'assemblée annuelle de l'ACL
le 25 mai 2001

	Vol. 40	Vol. 41	Vol. 42	Vol. 43	Vol. 44	Vol. 45	Vol. 46
Articles	12	8	12	13	8	10	7
C.R.	33	41	28	15	56	?	11
No. de pages	468	420	504	476	428	?	

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Publiés	9	10	17	10	3	5	0
Refusés	21	10	7	14	12	6	11
En révision	0	0	0	0	1	0	5
En évaluation	0	0	0	0	0	0	0
À paraître	0	0	0	0	6	2	7
Total	30	20	24	24	22	13	23

Anne Rochette
Rédactrice, *Revue canadienne de linguistique*

REPORT OF THE PROGRAM COMMITTEE

1. *Abstract Acceptance Rate*

110 abstracts were received by the Committee; 16 abstracts were rejected; 11 abstracts were withdrawn (=83 talks). Previous year's figures were (2001) 67/9/12(= 49 talks) (2000) 78/12/8 (= 58 talks) and (1999) 77/7/11 (= 59 talks) (1998 96/12/5 (= 79 talks). The distribution and acceptance rate by area are as follows:

area	accepted	submitted	acceptance rate (%)
discourse analysis	1	2	50
pragmatics	1	2	50
L1/L2 acquisition	7	8	88
morphology	5	5	100
phonetics	2	2	100
phonology	19	21	90
psycholinguistics	0	1	0
semantics	10	10	100
sign language	0	0	-
sociolinguistics	15	20	75
syntax	30	30	100
other/no area stated	4	9	44
total	94	110	86

2. *The Call for Papers* was posted on the CLA web site, and on Linguist List. Members were alerted by email about the posting.

3. *Meeting* The Committee met this year in Toronto. There were two members and the chair at the meeting.

4. *The electronic submission of abstracts* was successful this year. There were few technical problems

5. *Posting on the CLA's Web site* The preliminary version of the program was posted on the Web site and members were alerted by email about the posting.

6. *Thematic Sessions*. We posted a Call for special sessions. Three were submitted, and two were selected, but for different reasons, neither was developed. The new chair of the programme committee might want to develop guidelines about how to deal with special sessions.

7. *Acknowledgements*. Nicole Rosen was the Program Assistant. Daniel Currie Hall posted the call for papers and the program on the Web site. Special sessions at the conference were organized by Patricia Balcom (joint sessions with CAAL/ACLA) Carrie Dyck and Ewa Czaykowska Higgins (Aboriginal committee), and John Archibald (Round Table). Special thanks to Anne Marie Brousseau and Emmanuel Nikiema (local representatives) and The Dept. of Linguistics, U. of T. for the Lunch on Tuesday. Thanks also to Elan Drescher for his help with powerpoint presentations.

Rejean Canac-Marquis, Darlene LaCharité, Diane Massam (Chair), Betsy Ritter, and Lydia White

Annual Report, CLA Aboriginal Languages Subcommittee

prepared by Carrie Dyck

Composition of the committee

The Aboriginal Languages Subcommittee currently consists of Carrie Dyck (Chair), David Beck (representative), Ewa Czaykowska-Higgins (representative), and André Bourcier (student representative). Starting in May 2002, the new committee members will be as follows. Undecided roles will be negotiated via e-mail discussion following the May 2002 meeting.

Ewa Czaykowska-Higgins (eczh@uvic.ca); in charge of the 'Ethics' initiative.

Darin Howe (howed@ucalgary.ca); role not yet determined

Susan Blake (blakesj@interchange.ubc.ca); role not yet determined

Martina Wiltschko (wmartina@interchange.ubc.ca); role not yet determined

Marie-Odile Junker (mojunker@ccs.carleton.ca); advisory role

Cory Sheedy, University of Calgary (sheedy@telus.net); student representative, advisory role

André Bourcier (abourcier@yukoncollege.yk.ca) has also offered to participate in discussions of issues. He has been very helpful in providing feedback on the Language Rights statement that we are currently formulating.

Carrie Dyck (cdyck@mun.ca) is willing to continue upgrading and maintaining the web site, located at (<http://www.ucs.mun.ca/~cdyck/ab.lang.html/clatocengfr.html>), unless someone else wants the job.

Committee Activities in 2001-2

At the May 26, 2001 business meeting of the Aboriginal Languages Subcommittee, four recommendations were made:

- to improve the Aboriginal Languages Subcommittee website (Carrie Dyck)
- to compile a list of contacts in order to create an information network to link up Aboriginal language researchers with language groups needing research (André Bourcier, Marie-Odile Junker)
- to draft a language rights statement (all committee members)
- to draft an ethics statement (all committee members)

Resultant to this meeting, the following activities have been pursued:

André Bourcier and Carrie Dyck have worked on a draft Language Rights statement. The committee will likely submit a notice of motion to accept the statement before the 2003 CLA annual meeting.

Carrie Dyck and Ewa Czaykowska-Higgins organized a panel about Ethics in Fieldwork for the 2002 CLA annual meeting. This panel begins another project, which is to draft an Ethics statement for the CLA.

While the CLA has allocated \$500.00 per year to this and other CLA subcommittees, no funds were used in 2001-2002. Carrie Dyck had suggested using some of the funds for website

development at the May 26, 2001 business meeting of the Aboriginal Languages Subcommittee. However, there was mixed reaction to the idea of using the funds for the website, and the consensus was to not spend any money until further e-mail discussions took place, and such discussions did not occur.

Attachments

- draft Language Rights statement
- minutes of the May 26, 2001 business meeting of the Aboriginal Languages Subcommittee

Draft CLA Statement on Language Rights, Feb. 2002

(XX and comments in brackets are material to be filled in or dealt with.)

The Canadian Linguistic Association (CLA), which was founded in 1955, has as its aim the promotion of the study of languages and linguistics in Canada. The CLA's membership of approximately XX people and XX institutions includes many of the leading experts on Aboriginal languages in Canada. In this statement, the CLA addresses some of the issues surrounding Aboriginal languages in Canada, and advocates for the protection, maintenance, and revival of Aboriginal languages.

1. Some XX Aboriginal language families and XX Aboriginal languages predate the formation of Canada. The Aboriginal languages in Canada are a unique part of Canadian heritage; many of them are not spoken anywhere else in the world. Furthermore, the traditions, world views, and expressive power of Aboriginal languages constitute one of the great intellectual and spiritual treasures of humanity. [partly cribbed from Zepeda and Hill 1991; FNCCEC web site].
2. First Nations peoples believe that "The Aboriginal Languages were given by the Creator as an integral part of life. Embodied in Aboriginal languages is our unique relationship to the Creator, our attitudes, beliefs, values, and the fundamental notion of what is truth. Aboriginal language is an asset to one's own education, formal and informal. Aboriginal language contributes to greater pride in the history and culture of the community; greater involvement and interest of parents in the education of their children, and greater respect for Elders. Language is the principal means by which culture is accumulated, shared and transmitted from generation to generation. The key to identity and retention of culture is one's ancestral language." 1992 AFN statement.
3. Many past and present members of the CLA have devoted their professional lives to documenting and analyzing Aboriginal languages in Canada. Linguists believe that Aboriginal languages are fully developed systems of communication with rich structures and expressive power, [cribbed from LSA website], and that the study of Aboriginal languages provides insight into the properties underlying human language.
4. The social environment of First Nations in Canada is changing rapidly. Although most Nations have been able to maintain their Ancestral language in their communities for the last 500 years, the political turmoil created by the recognition of First Nations ancestral rights in the Canadian Constitution and the negotiations surrounding the establishment of a land-base for each First Nation have created even more pressure on First Nation languages. Canadians have a responsibility to accompany the First Nations of Canada and help them to the best of their ability in their effort to maintain their languages in their new social structures.
5. Add in discussion of how Aboriginal language rights are recognized in Canadian law. *This might be difficult. Art. 35 of the Constitution recognize Ancestral rights (to be defined) but language laws are a provincial jurisdiction. The AFN has been pushing a Native languages law for some years but I'm not sure they can achieve something with it. There's also some distinctions that are difficult to capture. for example, The Yukon Territory doesn't have a language law but has an obligation to teach Native Languages in the Education Act. Nunavut and NWT are in the process of reviewing their Official Languages Act and it is difficult at this point to know how things will evolve. La Charte does recognize some Native Languages but it is not clear if all the languages have the same status (on one hand Inuktitut and Cree, covered by JBA, and Mohawk or Mi'kmaq on the other hand). Putting this situation in a compact form seems difficult and slippery to me but somebody else might have a better grasp of these issues.*
6. The CLA urges that at a minimum, First Nations peoples in Canada should be guaranteed the following linguistic right:

A. To maintain or revitalize their Aboriginal languages and, should they so desire, to pass them on to their children.

Furthermore, the CLA urges:

B. That legislation be enacted to recognize and protect Aboriginal languages, not as artefacts of a distant past but as essential parts of the contemporary tapestry of Canadian languages.

C. That stable, long-term funding be provided to enable First Nations peoples to maintain or revitalize Aboriginal languages. *It might be a good idea to recognize the funding already given (Nunavut-Canada agreements, NWT-Canada agreements and Yukon-Canada agreements on Native Languages at least and there might be something at the provincial levels). Of course it is not enough ... but let's not be ungrateful!*

Prepared by the Aboriginal Languages Subcommittee of the Canadian Linguistic Association

Approved by ***

Ratified by ***

Date

Minutes of the May 26, 2001 meeting of the CLA Aboriginal Languages Subcommittee

Present: Anne-Marie Baraby, André Bourcier Carrie Dyck (Chair), Marie-Odile Junker, Marguerite MacKenzie, Keren Rice.

A. Executive of the Subcommittee: Carrie to remain Chair for one more year; looking for another member to replace outgoing Kevin Russell. Suggestions for new members for next year included Leslie Saxon (U Vic), Sally Rice (U Alberta) or members of her CURA grant. The current executive includes:

- *Carrie Dyck (Chair; 1 year remaining)
- *David Beck (representative; 1 year remaining)
- *André Bourcier (student representative; 1 year remaining)

I also send correspondence to John O'Meara (Lakehead U.), and he occasionally advises.

B. We began to discuss the minutes of the 2000 meeting of the Aboriginal Languages subcommittee; this meeting took place in Edmonton. At that meeting, one of the main recommendations was to work on the AbLangs website (<http://www.ucs.mun.ca/~cdyck/ab.lang.html/clatocengfr.html>) in order to reach out to the community more effectively.

Carrie Dyck gratefully acknowledges that the CLA executive committee has committed to provide \$500.00 per year to the subcommittee; the CLA executive also provided an additional \$500.00 per year for seed funding. Originally, it was intended that the funding would go towards developing the website to make it more attractive for an external funding proposal. However, the consensus of the meeting was that the money should not be spent until further e-mail discussion had taken place.

André Bourcier suggested an information network to link up Aboriginal language researchers with language groups needing research. He also suggested adding URLs of researchers working on Aboriginal Languages to the website.

André Bourcier and Marie-Odile Junker will collaborate to compile a list of contacts to organizations such as the AFN.

The idea of a book that would make a statement by Canadian language activists was discussed. This would replace the idea of a special journal issue of the CJL. A book, (or, new suggestion: possibly a special journal edition of *Linguistica Atlantica*) is a likely future project but not for the coming year.

Keren Rice lead discussion on two types of support for Aboriginal language activism: 1) letter-writing on specific issues, which can be coordinated through the CLA e-mail list, etc., and 2) formulating two types of statements, a linguistic rights statement and an ethics statement for fieldwork.

The consensus emerging from the meeting was to do the following:

* to get the CLA executive to charge the committee to propose a Canadian linguistic rights statement. Our committee would then give notice of the statement and circulate it in preparation for the next AGM.

* to also work on an ethics statement for fieldwork in particular.

*procedurally, this is to take place by having an internal consultant group via e-mail, followed by more extensive discussion via the CLA e-mail list.

**Report to CLA Executive by Patricia Balcom, CLA-CAAL Liaison Committee
Toronto, May 24, 2002.**

First of all I would like to say how very much I enjoyed working with Anne-Marie Baraby, my counterpart for the CAAL, over the last year. Unfortunately she will not be able to continue next year because she wants to concentrate on finishing her doctoral dissertation. I would also like to thank Diane Massam for her “précieuse collaboration”. She responded quickly and efficiently to all of my requests, and I am pleased with the way the CLA/CAAL joint session is presented in the programme.

The following are points which Henrietta Cedergren asked me to address, as well as issues I thought it important to raise:

- 1) Joint activity. Anne-Marie and I organized a round table entitled “Language and Identity/Langue et Identité” which will be held on May 26 from 9 to 12. We received funding from the Interdisciplinary Outreach Programme of the HSSFC, for which we are grateful.
- 2) Mandate of liaison officers. I would suggest a mandate of two or three years, possibly the same as members at large. The mandates of the representatives for the two associations should be staggered so that there is always a more experienced person on the committee.
- 3) Programme.
 - i. First of all, I fully understand concerns about there being a commitment to a three-hour block every year. Given the theme of the Congress this year, as well as the varied research interests of the members of both associations, it seemed the most appropriate format. However, it is certainly possible that the structure of past activities, for example one guest speaker with a reception following, will be repeated in the future.
 - ii. Another issue regarding the programme is the possibility of synchronizing them. As it stands now, sessions do not begin or end at the same time, making it difficult for members to move to activities between associations. (I am fully aware of the possible logistical problems involved in this.)
- 4) Combined memberships. Currently, a regular membership in the CAAL is \$55 and in the CLA \$45, while conference fees are \$25 and \$15 respectively. Since most membership money goes towards publication of the journals of the associations, I'm not sure they should be combined. What I think might be worth exploring is a combined conference fee.
- 5) Shared research areas. The areas where there is the most overlap between the associations are sociolinguistics, aboriginal languages and L2 acquisition/learning. According to the CLA Programme Committee report last year, at the 2001 conference there were 8 in sociolinguistics and 4 in L2 acquisition out of a total of 58. I did a rough count of the CAAL's programme for 2002: there were 8 in sociolinguistics and 5 in

acquisition/psycholinguistics out of a total of 81. (I don't have statistics for presentations on aboriginal languages.).

- 6) As I write this report I don't know whether sharing expenses for refreshments at breaks was successful. This matter should be discussed after the Congress.
- 7) Other joint activities. Early on in the conference planning there was some discussion by the on-site organizers of the two organizations about a joint social activity, and the CAAL recently sent out a message to CLA members inviting them to dinner at a French restaurant. This is a good idea, but it would be difficult for people not on site to organize. Should this be a suggested responsibility of the on-site organizers if they wish to do so?

Respectfully submitted,

Patricia A. Balcom

SSHRC campaign

May 2002

In Marc Renaud's April letter reporting on the March meeting of SSHRC Council (available on the SSHRC web site), he laid out the budgetary crisis that SSHRC currently faces. He says in that letter '... in the collective interests of the research community and the country, the Board has decided to gamble [by risking a significant budgetary over-commitment in future years to keep the new tide of research energy, ingenuity and innovation rising].' Given this scenario, the report urges every colleague to 'treat it as a personal responsibility to address the seriousness of the situation by doing any or all of the following: • convey, concretely, to members of Parliament and others in the non-academic community what social sciences and humanities research contributes to the creation of Canadians' wealth and quality of life; • explain how the serious, chronic under-funding of social sciences and humanities research and students damages Canada's ability to adjust to the economic and social challenges that will only intensify in the wake of 9-11 and increasing globalization; • answer the government's call to help identify –during the upcoming national consultation process – what Canada must do to become a leading innovator in both economic and social terms.'

Here are some points regarding SSHRC funding (from a draft of a SSHRC document):

- SSHRC's mandate is broad, including the traditional humanities and social science disciplines as well as administration/business, fine and creative arts and law. SSHRC is the only funding agency with such a wide spectrum of research/scholarly interests.
- The research community involved with SSHRC comprises some 18,000 and 40,000 students enrolled in research training at the masters and doctoral level.
- SSHRC is 'up against the wall' in its ability to respond to the legitimate needs of a changing research community and research environment. In the absence of major incremental funding, SSHRC will have to cancel one or more major programs, setting back the work of the past five years.
- Increasingly new researchers in the SSH are involved in sponsored research. Young faculty now apply in greater numbers. SSHRC forecasts that, within 5 years, it will be called upon to support at least 50% of its community through some form of direct support.
- SSHRC is having to apply an unduly high standard of quality 'cut-off' in what grants it funds that compromise opportunities for vulnerable groups. Many projects rated as strong and meritorious by the peer review system are denied funds. This has a particularly deleterious effect on new scholars, researchers from small institutions and researchers from provinces that do not have a strong research infrastructure and critical mass in research.
- SSHRC has a number of serious gaps in its program portfolio (e.g., support for masters level study; support for undergraduate experience in research; prizes and prestige awards for outstanding achievement in research; career awards; targeted chairs)
- SSHRC has not had the financial or staff capacity to develop program mechanisms for support of emerging areas of research activity (e.g., new media studies).

- The stipends for student support at the doctoral and post-doctoral level are not competitive with other funding agencies. Most grants are not large enough to support a graduate student.
- There is an increasing use of quantitative data in research. The humanities are increasingly interested in using research infrastructure obtained through CFI (UBC museum, humanities computing, historical data), but will require SSHRC funds to ensure a research return on the investment.
- Research is making a difference at the community level. CURA
- Research leadership and collaborations. Major Collaborative Research Initiatives
- New targeted thrusts. Areas of particular importance for the development of policy-relevant research outputs and capability
- Interdisciplinary. There is a growth in interdisciplinarity both across SSHRC and across all scientific endeavours.

SSHRC asks that we:

- write letters – with your own stories of a) important things that are happening in your research area today and b) the impact of the lack of funds
- talk with your local MP to communicate the importance and social return on the research that is going on
- mobilize others to do the same (researchers, associations, universities)

Note that SSHRC is really asking that we write letters outlining personal experiences. They suggest that each person should write about their own needs, the needs of their discipline or their university, as they believe that this will be more effective than form letters (but do mail in the cards to Allan Rock, Minister of Industry, and your local MP that you received at registration).

[submitted by Keren Rice]

**Update on the CLA “Academic Career Paths in Linguistics” Questionnaire
May 2002
Sandra Clarke, Memorial University**

The 1996 Canadian Linguistic Association’s “Academic Career Paths in Linguistics” Questionnaire was adapted from a questionnaire designed by the LSA, and covered a range of topics relating to the career paths of Canadian linguists (e.g. working life, financial support, mentoring and personal support). It was completed in 1996-7 by 110 Canadian linguists, 71 of whom (65%) were female, and 39 (35%) male. It was subsequently analysed via the computerized questionnaire analysis package WinSurvey, and reanalysed via the Statistical Program for the Social Sciences (SPSS), by Sandra Clarke, who reported on results at the 1997 meeting of the (apparently now defunct) CLA Committee on the Status of Women, held at the Learned’s at Memorial University. The questionnaire was completed primarily by linguists affiliated with Linguistics departments (70%), although 14% were employed by French departments, and 5% by departments of English. Responses were obtained from linguists representing all regions of the country, as well as from a small number working or studying elsewhere; 37% of the total respondents came from Ontario universities, with another 20% from Quebec. 60% of those who completed the questionnaire were over 40 years of age (this figure rose to 72% for males). Of the 110 respondents, 27 were Ph.D. students and postdoctoral fellows; some 74% of the faculty respondents were tenured, the majority holding the rank of associate or full professor; and only six respondents declared themselves contractual appointees.

While the questionnaire contains an under-representation of male linguists, and quite probably of younger faculty as well, it does provide good regional representation. While Sandra Clarke has produced a general summary of the quantitative results, volunteers are needed to help co-author a final article. This will involve balancing the quantitative results with the qualitative comments also elicited in the questionnaire, and, more importantly, placing and interpreting these results within the broader framework of the situation of women in Canadian (possibly North American) academia. The results of the individual questionnaires will also have to be compared with results that have emerged from the (considerably shorter) departmental version of the questionnaire, which was administered between 1996 and approximately 1998-9, and analysed by David Heap of the University of Western Ontario.